

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Prestation de Tierce Maintenance Applicative Système d'Information Métier de GEODERIS

2025/007dDIO – 25NAT11020

Le 13/06/2025

SOMMAIRE

1	ACHETEUR.....	5
1.1	Pouvoir adjudicateur	5
1.2	Présentation de GEODERIS.....	5
1.3	Contexte.....	5
2	OBJET DU MARCHÉ	6
2.1	Objet	6
2.2	Durée du marché	6
2.2.1	Durée du marché	6
2.2.2	Durée des prestations commandées.....	6
2.3	Forme.....	6
2.4	Nombre de titulaires.....	7
2.5	Allotissement.....	7
2.6	Quantité à fournir	7
2.7	Type de marché	7
2.8	Clause de réexamen.....	7
3	PARTIES AU MARCHÉ.....	7
3.1	Pouvoir Adjudicateur.....	7
3.2	TITULAIRE.....	7
3.3	Personnel du Titulaire	8
3.3.1	Règles générales applicables au personnel du Titulaire	8
3.3.2	Maintien des compétences	8
3.3.3	Représentation du TITULAIRE	9
3.4	Sous-traitance.....	9
3.5	Sanctions légales.....	10
4	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
4.1	Qualité de service	10
4.2	Obligations d'information et de conseil	10
4.3	Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel.....	10
4.4	Communication	11
4.5	Autres obligations administratives	11
4.6	Délai d'exécution	11
4.7	Clause de ré examen.....	12
4.8	Obligation de reporting – Suivi des indicateurs de qualité	12
5	Prestations attendues.....	13
6	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	13
6.1	Documents contractuels de l'accord cadre.....	13

6.2	Documents contractuels pour chaque commande spécifique ou marchés subséquent	14
6.3	Pièces à remettre au Titulaire.....	14
7	Prix du marché	14
7.1	Modalités d'établissement des prix.....	14
7.2	Tarification	14
7.3	Répartition des paiements en cas de sous-traitance.....	14
7.4	Contenu des prix.....	15
7.5	Variation des prix	15
8	Modalités de paiement et de règlement	15
8.1	Avance	15
8.2	Échéancier de paiement	15
9	Modalités de passation des commandes	16
10	Vérification qualitative de l'exécution des prestations.....	16
10.1	Modalité de la Mise en Ordre de Marche (MOM)	17
10.1.1	Recette usine	17
10.1.2	Validation de la MOM	17
10.2	La vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VA)	17
10.3	La période de Vérification de Service Régulier (VSR).	17
10.4	Décisions	17
10.4.1	Admission	18
10.4.2	Ajournement.....	18
10.4.3	Réception avec réfaction	18
10.4.4	Rejet.....	18
11	Audit.....	18
12	Modalités d'exécution du marché.....	19
12.1	Réunion de lancement.....	19
12.2	Responsable du suivi du marché.....	19
12.3	Clause environnementale	19
12.4	Considérations Sociales	19
13	DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	19
13.1	Garantie de fonctionnement	20
13.2	Maintien en condition de sécurité	20
13.2.1	Traitement des obsolescences :	20
13.2.2	Correctifs de sécurité	20
13.2.3	Réversibilité et transférabilité.....	20
13.2.4	Destruction des données	21
14	Utilisation des résultats.....	21
15	Confidentialité	22

15.1	Confidentialité des informations :	22
15.2	Règlementations spécifiques	22
15.2.1	Données à caractère personnel :	23
16	Pénalités	23
16.1	Retard dans l'exécution des prestations	23
16.2	Retard dans l'exécution du plan de réversibilité	23
16.3	Pénalités pour indisponibilité	24
16.4	Seuil d'exonération	24
17	Réversibilité	24
17.1.1	Plan de Réversibilité	24
17.1.2	Le contenu du plan de réversibilité	24
18	Règlement des litiges	25
18.1	L'organe chargé des procédures de médiation	25
18.2	L'instance chargée des procédures de recours	25
19	Résiliation de l'accord-cadre et du marché subséquent	25
19.1	Résiliation du marché	25
19.1.1	Résiliation pour manquement	25
19.1.2	Irrégularité de la situation administrative du Titulaire	25
19.1.3	Redressement, liquidation judiciaire,	26
19.1.4	Effet de la résiliation de l'accord-cadre	26
19.2	Réversibilité globale du marché	26
20	Utilisation de la langue française	26
21	Assurances	26
22	Responsabilité	27
23	Cession du marché	27
24	Redressement ou liquidation judiciaire	27
25	Dérogations	28

1 ACHETEUR

1.1 Pouvoir adjudicateur

GEODERIS

Siège - 1 Rue Claude Chappe - CS 25198 - 57075 METZ CEDEX 3

Tél. : +33 (0)3 87 17 36 60 - Mél : geoderis@geoderis.fr - Internet : www.geoderis.fr

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC - SIRET : 185 722 949 00020 - APE : 7120B

La personne responsable est le Directeur de GEODERIS ou son délégataire, qui a la faculté de déléguer expressément toute personne de son choix pour le suivi administratif, financier, technique ou qualitatif de la réalisation de l'accord cadre et des marchés subséquents associés.

1.2 Présentation de GEODERIS

Le GIP GEODERIS est un groupement d'intérêt public régi par la loi n°2011-525 du 17 mai 2011, par le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012, par le décret n°2013-292 du 5 avril 2013 et par la convention constitutive modificative signée le 8 avril 2013 entre le BRGM et Ineris et l'État approuvée par l'arrêté du 3 mai 2013 susvisé.

Dans le contexte de la fermeture des bassins miniers et dans le cadre des obligations qui incombent à l'État en vertu des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le ministère de la transition Écologique et de la cohésion des territoires doit résoudre les problèmes de toute nature que pose la cessation des activités minières, gérer les séquelles des anciennes exploitations, assurer la prévention des risques auxquels sont susceptibles d'être exposés les personnes, les biens et l'environnement et assurer la réparation de dommages en cas de sinistres miniers.

Depuis 2001, le GIP GEODERIS a apporté une contribution importante à la résolution des problèmes liés à l'après-mine grâce à la mutualisation des compétences de ses membres. Compte tenu des tâches importantes restant à accomplir, étant donné notamment l'apparition de problématiques émergentes, et des besoins exprimés en conséquence par l'État, les membres du GIP ont jugé nécessaire de prolonger la durée du GIP jusqu'au 31 décembre 2032.

Localisation des deux antennes de GEODERIS :

Antenne Nord :

1 rue Claude Chappe
57070 METZ

Antenne Sud :

40 rue de Pinville
34000 MONTPELLIER

Retrouvez plus d'information sur geoderis.fr

1.3 Contexte

GEODERIS conçoit, exploite et entretient un SIG (Système d'Informations Géographique), afin de bancariser, pérenniser et valoriser le travail de ses experts.

À la fois outil de production et vecteur de diffusion d'informations, ce SIG intègre plusieurs bases de données.

Le contexte d'utilisation est décrit dans la partie 2 du présent CCTP. Contexte et cas d'utilisation du **Dossier de Réversibilité/Transférabilité** adossé à ce Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2 OBJET DU MARCHÉ

2.1 Objet

Ce marché a pour objet de mettre en place une **Tierce Maintenance Applicative (TMA) préventive, corrective et évolutive (TME), de prévoir le support technique et la réversibilité/transférabilité** pour les applications et bases de données définies dans le CCTP et ses éventuels documents annexes.

L'ensemble du marché est appelé ci-après marché de TMA.

Ce marché de TMA concerne uniquement la partie « métier » de l'infrastructure informatique de GEODERIS. En effet, la partie architecturale (réseau, serveurs, téléphonie, parc bureautique ...) est déjà gérée dans le cadre d'un autre contrat.

Ce marché ne concerne pas la partie hébergement du système d'information de GEODERIS (applications et bases de données).

2.2 Durée du marché

2.2.1 Durée du marché

Le marché débute à compter de la date de notification si celle-ci était postérieure à la date initialement prévue au contrat, pour une durée ferme de deux (2) ans, reconductible tacitement pour une durée de 12 mois supplémentaire dans la limite totale de quatre (4) ans

L'émission des bons de commande peut intervenir jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 (six) mois après la fin de l'accord-cadre.

À noter que la durée du marché pourrait être réduite dès lors que :

- le montant maximum du marché serait atteint avant l'échéance des 4 ans.

2.2.2 Durée des prestations commandées.

Les marchés subséquents passés sur la base du présent accord-cadre ne pourront être notifiés que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Les délais et dates d'exécution sont indiqués dans chaque commande. Ils ne sont pas interrompus, en cas de contestation survenant entre GEODERIS et le Titulaire, quelle qu'en soit la cause.

Les marchés subséquents et les bons de commande conclus pendant la durée de validité de l'accord-cadre ne pourront pas avoir comme date limite de fin d'exécution, une date postérieure à la date limite de validité.

2.3 Forme

Le présent marché composite est exécuté en partie de façon forfaitaire et en partie à bon de commande, en fonction de la nature des besoins exprimés par GEODERIS.

La partie forfaitaire concerne les prestations de maintien en conditions opérationnelles (MCO), la gouvernance globale du projet sur une durée de 48 mois, la phase de prise en charge (3 mois selon CCTP).

2.4 Nombre de titulaires

Conformément aux dispositions de l'article R2162-9, le présent accord-cadre ne sera conclu qu'avec un seul opérateur pour toute la durée de son exécution.

2.5 Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti puisque la prestation objet du marché est homogène et que l'allotissement serait susceptible de rendre la gestion, la coordination et le pilotage de ce marché plus coûteux et complexe.

2.6 Quantité à fournir

Conformément aux dispositions du 2° de l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est conclu sans engagement minimum de commande en montant ou en quantité. Il comporte néanmoins un montant maximum fixé à 330 000,00 € HT soit 397 680€ TTC sur la durée totale du marché.

Décomposé comme suite

- Pour la première période de 24 mois : 200 000 € HT soit 239 200 € TTC ;
- 65 000 € HT soit 77 740 € TTC pour les années suivantes.

NOTA : Ce montant ne concerne que les bons de commandes émis selon les besoins de GEODERIS.

2.7 Type de marché

Il s'agit d'un marché de prestations de services.

Les dispositions des CCAG TIC (Arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106875A) sont applicables à ce marché.

2.8 Clause de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, GEODERIS se réserve la possibilité de modifier de façon marginale les prestations objet du marché en ajoutant des UO, les clauses de réexamen peuvent être mise en œuvre notamment dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technologique majeure constatée dans le cadre de l'obligation de conseil du titulaire ;
- En cas de modification des conditions d'exécution nécessitée par une évolution technique ou réglementaire (obsolescence...).

3 PARTIES AU MARCHÉ

3.1 Pouvoir Adjudicateur

GEODERIS

3.2 TITULAIRE

Le TITULAIRE du marché est l'opérateur économique ou l'ensemble des opérateurs économiques chargés de l'exécution des prestations du marché.

3.3 Personnel du Titulaire

3.3.1 Règles générales applicables au personnel du Titulaire

En complément des articles 3.3 et 3.4 du CCAG-TIC, dès notification du marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, le Titulaire a obligation de transmettre à GEODERIS la liste des personnes contribuant à l'exécution de la prestation.

Le personnel du Titulaire restera sous son entière responsabilité, notamment en matière de sécurité et d'environnement. Il lui appartient de fournir tous les équipements de protection nécessaires et adaptés à la prestation ainsi que toutes les consignes adaptées.

Le Titulaire continuera à assurer à l'égard de son personnel toutes les obligations sociales et fiscales. Le Titulaire continuera également à couvrir son personnel en matière d'accident du travail, de maladies professionnelles et de responsabilité civile.

En cas de manquement grave du Titulaire du marché, au regard de la législation sociale, celui-ci pourra être mis en demeure (voie recommandée avec accusé de réception) de faire cesser ces manquements.

La lettre restée sans effet sous huitaine, entraînera la rupture du présent marché, sans préavis. Le pouvoir adjudicateur se réservant le droit de demander - par voie judiciaire - des dommages et intérêts compensant le préjudice subi.

Si la prestation nécessite des interventions sur le site de GEODERIS, le Titulaire devra mettre à la disposition de son personnel des moyens d'identification permettant de le distinguer du personnel de GEODERIS. Il pourra s'agir de tenue uniforme ou de badge comportant le nom et le logo de la société.

Le port de ce moyen d'identification n'est cependant pas nécessaire si les interventions du Titulaire sur le site sont purement ponctuelles (exemple, participation à des réunions de travail).

Le personnel du Titulaire ne peut se déplacer sur le site de GEODERIS sans l'accord préalable de son interlocuteur à GEODERIS. Ses déplacements seront limités aux seuls déplacements nécessaires à la réalisation de la mission.

3.3.2 Maintien des compétences

Le Titulaire déclare que le personnel affecté à l'exécution du marché sera informé et habilité, qualifié et en nombre et compétence suffisants, et qu'il aura pris toute la mesure de la nature des activités et des besoins de GEODERIS. Le Titulaire assume seul l'entière responsabilité quant à la définition du profil et à la désignation des membres de son équipe ainsi que de leur nombre.

Le Titulaire reconnaît que la pérennité et la stabilité des compétences sont déterminantes pour le bon déroulement des Prestations, notamment pour le respect de la qualité de service et le respect des délais.

En conséquence, le Titulaire fera ses meilleurs efforts pour assurer la pérennité de l'ensemble des compétences nécessaires à la réalisation du marché.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG-TIC :

En cas de départ définitif d'une personne nommément désignée, affectée par le titulaire à l'exécution des prestations du marché, le titulaire doit :

- En avisant, sans délai, GEODERIS et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;

- Proposer à GEODERIS un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par GEODERIS, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée ci-dessus.

Si GEODERIS récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par GEODERIS et plus globalement en cas de non-respect de ses obligations contractuelles relatives au remplacement du personnel, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 50.1 o) du CCAG-TIC.

En aucun cas le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation des prix du marché.

Pendant toute la durée d'exécution des prestations visées au présent marché, GEODERIS se réserve le droit de récusé les membres du personnel qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations sur la base des résultats correspondant à une période d'essai d'un mois. Il motive sa décision après concertation avec le titulaire. Ce dernier procède au remplacement du personnel récusé dans les conditions précisées ci-dessus.

Par ailleurs, le Titulaire prendra les mesures nécessaires pour que les éventuelles opérations de remplacement de son personnel ne perturbent en rien la réalisation et la qualité des Prestations. Le Titulaire s'engage aussi à prendre toute mesure utile à la résolution des difficultés notifiées par GEODERIS. Dans l'hypothèse où les mesures prises ne permettraient pas de résoudre les difficultés rencontrées, GEODERIS aura la faculté de mettre un terme au présent marché.

3.3.3 Représentation du TITULAIRE

Le TITULAIRE désigne, pour l'exécution et le bon fonctionnement de l'accord-cadre, un interlocuteur unique pour GEODERIS qui dispose du savoir-faire et qui a compétence, qualité et autorité pour assurer notamment la conduite, la direction, la coordination, la gestion et le bon fonctionnement de l'accord-cadre.

Il dispose des pouvoirs nécessaires afin de prendre toute décision requise par la situation.

Il assure notamment :

- le suivi opérationnel ;
- l'organisation et le pilotage de réunion(s) ;
- le suivi de la facturation ;
- le conseil en vue de l'optimisation des procédures.

Il est joignable et disponible du lundi au vendredi de 9h à 17h. En cas d'absence, le TITULAIRE désigne un remplaçant ayant le même niveau d'expertise.

Il est nommé au plus tard quinze (15) jours calendaires après la notification de l'accord-cadre.

3.4 Sous-traitance

Le TITULAIRE pourra, le cas échéant, recourir à des entreprises intervenantes pour l'exécution du présent marché et, dans cette hypothèse, en demandera préalablement l'autorisation, par écrit, à GEODERIS.

Le TITULAIRE restera, en tout état de cause, le seul responsable de l'exécution du marché et s'engage à faire respecter par ses sous-traitants toutes les obligations au titre du présent marché.

Il est précisé que la sous-traitance totale du marché est interdite. À noter également que, les tâches essentielles doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent donc pas être sous-traitées :

- Toutes les interventions de Tierce maintenance applicative.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le candidat remet avec son offre un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance. Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, la date d'établissement des prix et le régime des avances, les réfections, les pénalités, toutes ces conditions ne pourront pas déroger aux conditions prévues au présent CCAP.

3.5 Sanctions légales

Sans préjudice de l'application de sanctions légales, le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le TITULAIRE à l'application de pénalités prévues au présent CCAP.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à la résiliation de plein droit du marché et à l'octroi de dommages et intérêts au titre du préjudice subi.

4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1 Qualité de service

Le TITULAIRE s'engage sur une qualité de service conforme aux cahiers des charges, aux règles de l'art et aux normes les plus exigeantes en termes de qualité et de traçabilité.

Le TITULAIRE déclare avoir pris la mesure des attentes de l'institut en matière d'efficacité de service et de respect des délais.

Pour l'ensemble des prestations visées dans le cahier des charges attend des Titulaires **la proactivité et l'autonomie** nécessaires lui permettant de respecter l'ensemble des engagements qui lui sont demandés.

Par ailleurs, GEODERIS entend sélectionner un Prestataire qui soit véritablement **force de proposition**.

4.2 Obligations d'information et de conseil

Dans le cadre de sa mission, le TITULAIRE de l'accord-cadre s'engage à informer GEODERIS de toute évolution normative, législative et/ou réglementaire entraînant des répercussions sur les prestations objet du présent accord-cadre.

Le TITULAIRE a un devoir de conseil et d'alerte de GEODERIS s'il détecte, en phase de démarrage du marché ou lors de ses interventions, des risques ou des dysfonctionnements potentiels.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces, et propose des actions pour les réduire avec leur délai de mise en œuvre.

GEODERIS décide ensuite de donner suite ou non à ces observations et propositions. Dans tous les cas de figure, il le fait dans un délai d'un mois à réception du rapport du TITULAIRE.

La présence au sein de GEODERIS d'un service informatique, ou toute autre tiers désigné par GEODERIS dans le cadre de ce marché ne fait pas obstacle à l'application de plein droit de l'obligation de conseil et d'information du titulaire du marché.

4.3 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données issu du règlement européen 2016/679, aux exigences dudit règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le TITULAIRE est conjointement responsable, et en complément de l'article 5 du CCAG approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures

courantes et de services), le TITULAIRE garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Au titre de son obligation de confidentialité, le TITULAIRE s'engage notamment à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par l'ensemble de son personnel et le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs :

- Ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui lui sont confiées, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du présent marché ;
- Ne pas utiliser les documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas divulguer les informations à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du présent marché ;
- Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel en cours d'exécution des présentes ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des informations à caractère personnel traitées pendant la durée du présent marché ;
- Procéder en fin de marché à la destruction et/ou l'effacement définitif des informations à caractère personnel.

GEODERIS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le TITULAIRE au titre du présent article.

4.4 Communication

Préalablement à toute communication du TITULAIRE, par voie de presse, commerciale ou publicitaire, relative aux prestations objet du présent accord-cadre, le TITULAIRE transmet à GEODERIS pour validation, le contenu de la communication envisagée.

Aucune communication ne peut être réalisée par le TITULAIRE sans la validation formelle du Directeur de GEODERIS.

4.5 Autres obligations administratives

Le TITULAIRE est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.

Si le TITULAIRE et, le cas échéant, ses sous-traitants recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiants de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du Code du travail.

4.6 Délai d'exécution

Pour chaque prestation, une commande est adressée au TITULAIRE.

GEODERIS y renseigne les prestations concernées et les délais à respecter

- La notification du marché peut valoir ordre de service de démarrage.

4.7 Clause de ré examen

Le périmètre du marché pourra être revu à la hausse ou à la baisse autant que de besoin notamment pour ajouter ou retirer des applications du périmètre du marché.

Dans tous les cas, le nouveau périmètre du marché sera formalisé par voie d'avenant.

4.8 Obligation de reporting – Suivi des indicateurs de qualité

Des indicateurs de qualité sont exigés pour le bon déroulé de la prestation. Ils devront être suivis et présentés lors des instances de suivi par le Titulaire (COPIL).

Un travail conjoint sera fait en début de prestation pour préciser leur mode de calcul. Ils porteront sur :

- Pour les différents projets ou les tickets :
 - Délais de livraison/résolution
 - Liste des livrables délivrés pendant la période et leur délai de livraison (retard ou pas), à mettre en relation avec le temps de production dudit livrable
 - État du backlog : nombre de tickets ouverts ;
 - Nombre de tickets clos, temps de résolution et leur thématique ;
 - Qualité des livrables/de la résolution
 - Définition : Mesure de la conformité des livrables aux spécifications initiales, y compris le besoin de corrections post-livraison (hors évolutions validées). Cet indicateur évalue la capacité du titulaire à livrer des fonctionnalités correctes et conformes dès leur mise à disposition.

Calcul : (Nombre de fonctionnalités conformes dès la livraison / Nombre total de fonctionnalités livrées) × 100.

- Respect des SLA (Service Level Agreements), taux de réapparition des bugs ou "régression".
 - Délais de prise en compte :
 - Calcul : (Nombre de tickets pris en compte dans les délais SLA / Nombre total de tickets pour ce niveau de sévérité) × 100.
 - Délais de résolution :
 - Calcul : (Nombre de tickets résolus dans les délais SLA / Nombre total de tickets pour ce niveau de sévérité) × 100.
- Budget planifié sur l'année et sur la durée du contrat, et budget déjà engagé sur des évolutions

Le prestataire peut proposer des KPIs qui lui semblent pertinent dans sa réponse à l'offre.

4.8.1 Modalités de suivi

Les modes de calcul des indicateurs seront validés par les parties lors de la phase de prise en charge du marché

Les indicateurs seront suivis via des outils validés conjointement lors de la phase de prise en charge du marché

Les résultats seront présentés par le Titulaire lors du Comité de Pilotage.

4.8.2 Justification des écarts

En cas d'écarts significatifs (non-conformité majeure ou seuil minimal non atteint sur un ou plusieurs indicateurs), le titulaire devra fournir une analyse circonstanciée et proposer des plans d'action correctifs.

5 PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues sont décrites dans le CCTP.

Ces prestations peuvent être regroupées selon trois grands types :

Prestations récurrentes :

Il s'agit de prestations qui, dès lors que l'accord-cadre sera entré dans sa phase opérationnelle (après une phase préalable de prise en charge de 3 mois) seront exécutées par le Titulaire de manière continue jusqu'au terme du marché composite,

Prestations sur commandes :

Il s'agit de prestations qui ont vocation à être commandées tout au long de la vie de l'accord-cadre, mais dont l'exécution sera demandée lors de la survenance du besoin, soit au travers de bons de commande, soit au travers de marchés subséquents.

Prestations d'entrée et sortie du marché :

Il s'agit de prestations qui ont vocation, a priori, à n'être exécutées qu'une fois pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre :

- Prise en charge
- Réversibilité

6 DOCUMENTS CONTRACTUELS

6.1 Documents contractuels de l'accord cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, en cas de contradiction, les pièces constitutives qui suivent prévalent dans l'ordre de priorité décroissant mentionné ci-après :

- L'acte d'Engagement réf : 2025/007bDIO et son annexe financière en un original complété, daté et signé par une personne habilitée de plein droit à représenter la société :
 - Annexe Cadre de réponse (CR)
- Le cahier des clauses administratives particulières (Réf : 2025/007dDIO) et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de GEODERIS fait seul foi ;
 - Les Conditions Générales d'Achat,
- Le cahier des clauses techniques particulières (Réf : 2025/007cDIO) et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de GEODERIS fait seul foi ;
 - Annexe GEODERIS-SIG-DTR ;
 - Annexe Spécifications_modèle_BDEnv ;
 - Annexe Specs_modules_R.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G. TIC), approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 en vigueur à la date de la notification du présent marché public. (Ce document n'est pas joint au marché. Le Titulaire peut s'en procurer un exemplaire auprès de la Direction des Journaux Officiels ou sur le site du Ministère des Finances, portail : www.marches-publics.fr ;
- Les bons de commandes émis dans le cadre du marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du Titulaire dans toute ses dispositions conformes aux documents qui précèdent.

Sauf en cas d'erreur manifeste, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, il est expressément convenu entre les parties que les dispositions contenues dans le document de rang supérieur prévaudront pour les obligations se trouvant en conflit d'interprétation. Ces documents constituent l'intégralité de l'accord-cadre et des obligations de GEODERIS et du Titulaire.

Viendront s'ajouter aux documents constitutifs au fur et à mesure de leur passation, les marchés subséquents, et documents associés, passés sur le fondement de l'accord-cadre dans l'ordre décroissant de leurs dates de notification.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces de l'Accord-cadre et des marchés subséquents est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

6.2 Documents contractuels pour chaque commande spécifique ou marchés subséquent

Les pièces contractuelles sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- Les bons de commande émis dans le cadre de l'accord cadre ;
- Le cahier des clauses techniques spécifiques si nécessaires ;
- L'acte d'engagement de l'accord-cadre et ses annexes, dont l'annexe financière ;
- Les dispositions administratives de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses techniques de l'accord-cadre valant Cahier des Clauses techniques Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales de référence CCAG-TIC ;
- L'offre technique du Titulaire à l'accord-cadre ;
- L'offre du Titulaire au marché subséquent ou aux prestations objet des commandes spécifiques.

L'offre technique du Titulaire, avec notamment tout élément fonctionnel, technique, de services, ou tout élément de mise en œuvre, de réversibilité (...) non détaillé, ou partiellement, dans le cadre de réponse de l'accord-cadre est précisé dans les marchés subséquents.

6.3 Pièces à remettre au Titulaire

Par dérogation à l'article 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG/TIC, la notification de l'accord-cadre consiste en la remise, sans frais, au Titulaire d'une copie de l'acte d'engagement signé par GEODERIS. Cette remise est opérée par échange dématérialisé au travers de la plateforme dématérialisée des achats de l'État.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis, sans frais, sur demande écrite expresse du Titulaire par voie postale à l'agence comptable de GEODERIS.

7 PRIX DU MARCHÉ

7.1 Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont ceux proposés par le Titulaire et acceptés par GEODERIS.

À compter de la date de démarrage du marché, les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

7.2 Tarification

Selon les prestations définies dans le CCTP, les modes de tarification suivants s'appliquent dans les conditions décrites au cadre de réponses techniques (CRT).

7.3 Répartition des paiements en cas de sous-traitance

En cas de sous-traitance, les prix des prestations sous-traitées figureront dans les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et seront déduits du prix de règlement au Titulaire.

Pour les sous-traitants, le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par GEODERIS à chaque sous-traitant concerné ; cette somme inclut la T.V.A.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au Titulaire.

Cette demande de paiement, revêtue de l'acceptation du Titulaire du marché, est transmise par ce dernier à GEODERIS via le portail CHORUSPRO.

7.4 Contenu des prix

Les prix sont établis hors TVA auxquels est ajouté la TVA applicable.

Ils tiennent compte de toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des prestations, et en particulier :

- Des frais d'assurance ;
- Des marges pour risques et marges bénéficiaires ;
- De tous frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du Titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Des prestations de service en rapport avec l'objet du marché ;
- Du coût des droits de propriété intellectuelle cédés conformément à l'accord-cadre ;
- Des frais de conception et de remise des livrables tels que décrits au CCTP ;
- Toutes les dépenses nécessaires à la réalisation de l'ensemble des prestations.

7.5 Variation des prix

Les prix sont fermes la première année. Ils sont ensuite révisables à la demande du titulaire dans les conditions suivantes.

- À la date anniversaire de l'accord cadre en appliquant aux prix unitaires un coefficient de révision arrondi au millième supérieur, selon la formule suivante :

$$P = P_o(I/I_o)$$

Dans laquelle :

P= Nouveaux prix révisé

P_o= Prix hors taxe à la date de remise de l'offre

I= Dernier indice Syntec connu au premier jour du mois d'anniversaire de l'accord cadre

I_o= Indice Syntec à la date de remise des offres

8 MODALITES DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT

8.1 Avance

Les factures ne pourront donner lieu à paiement que sur constatation du service fait après dépôt d'une facture sur le portail CHORUSPRO.

Sauf dispositions spécifiques, les facture donneront lieu à paiement à l'issue de la constatation du service fait.

Le paiement d'avance est possible dans les conditions définies par le code de la commande publique.

8.2 Échéancier de paiement

Les paiements sont effectués comme suit :

Type de prestation	Modalités de paiement
<u>Prestations forfaitaires</u>	Facturation trimestrielle à échoir par virement à 30 jours

<u>Maintenance corrective</u>	Facturation trimestrielle à terme échu, sur certification du service fait (récapitulatif trimestriel des bordereaux de livraison de correctif) par virement à 30 jours.
<u>Prestations sur commande</u>	Facturation à terme échu, sur certification du service fait (récapitulatif trimestriel des bordereaux de livraison de correctif) par virement à 30 jours.

Dans tous les cas toute prestation additionnelle caractérisée notamment par un commencement d'exécution et non constatée par avenant est présumée incluse dans le prix.

9 MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES

Le processus de passation des marchés fondés sur l'accord-cadre, sans mise en concurrence est le suivant :

1. Lors de la survenance d'un besoin, GEODERIS rédige son « expression du besoin », recueil des spécifications attendues pour son marché subséquent, et exige, du Titulaire qu'il formalise sa proposition sur le format du cadre du BPU fourni dans l'accord-cadre accompagné d'une note technique ;
2. GEODERIS transmet sa demande au Titulaire pour qu'il chiffre et fournisse le devis relatif aux besoins apparus en précisant toutes les caractéristiques techniques, les délais et les modalités d'exécution, sans modification substantielle des termes de l'accord-cadre mais avec la possibilité de proposer une diminution de prix ;
3. En cas de nécessité, GEODERIS peut présenter, à l'occasion d'une réunion, ses besoins au Titulaire ;
4. Le Titulaire peut poser des questions par écrit concernant les spécifications demandées ;
5. Le Titulaire présente une offre en remplissant notamment, le cadre du BPU accompagné d'une note technique de réponse avec les précisions demandées par GEODERIS ;
6. Une fois acceptée GEODERIS adressera une commande au Titulaire.

10 VERIFICATION QUALITATIVE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément au Chapitre 5 du CCAG/TIC, la phase de réalisation (mise en œuvre, tests unitaires et tests d'intégration) s'accompagne d'une activité de livraison et de tests des composants (recettes) avant sa mise en place en milieu opérationnel.

Le marché comportant des prestations distinctes, la livraison de chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

GEODERIS procède aux opérations de vérification quantitative et qualitative **des prestations et livrables**, et notifie au Titulaire sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet dans des délais propres à chaque prestation.

Les opérations de vérification ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler que le Titulaire a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

La phase de vérification se déroule en trois temps, les opérations décrites ci-dessous s'appliquent aux phases de prise en charge, de service régulier, et à la phase de réversibilité.

10.1 Modalité de la Mise en Ordre de Marche (MOM)

10.1.1 Recette usine

La recette usine désigne la phase de tests d'une application avant sa Mise en Ordre de Marche sur la base du cahier de recette.

Plus généralement, elle regroupe toutes les méthodes mises en œuvre dans l'optique d'améliorer la qualité d'une application, que ce soit par des tests de fonctionnalités, des choix techniques (simplification du code, commentaires, etc.) ou même des problématiques d'interface.

10.1.2 Validation de la MOM

À la suite de la recette usine, assurée par le Titulaire, la Mise en Ordre de Marche (M.O.M) est notifiée par le Titulaire au pouvoir adjudicateur par tout moyen et consiste à indiquer que tout est bien installé et que le pouvoir adjudicateur peut procéder aux opérations de vérifications.

Le Titulaire devra notifier la mise en ordre de marche à l'issue du délai d'exécution contractuel. Le Titulaire livre les composants et les documentations nécessaires à la mise en ordre de marche sur la plateforme de recette. Ces documents permettent de valider la procédure d'installation.

Les délais contractuels sont précisés, pour chaque prestation, dans l'expression du besoin ou à défaut dans le CCAG-TIC.

10.2 La vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VA).

Conformément à l'article 33.2.1 du CCAG-TIC, la VA intervient après la MOM, elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché. Le délai imparti à l'acheteur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de trente jours à compter de la notification écrite par laquelle le Titulaire informe l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

À l'issue de la période de Vérification d'Aptitude au Bon Fonctionnement, un PV de réception dit PV de VA est émis par GEODERIS.

À l'issue de la période de VA, en cas de réception, la période de Vérification de Service Régulier (VSR) débute.

10.3 La période de Vérification de Service Régulier (VSR).

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché. La régularité du service s'observe selon l'importance de l'évolution, pendant une période de trente à quatre-vingt-dix jours, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG-TIC, le service est déclaré régulier lorsque les niveaux de services prévus au CCTP sont atteints et maintenus pendant une durée au moins égale à deux (2) mois.

Dans l'hypothèse où GEODERIS n'est pas en mesure de prononcer la VSR dans un délai de 6 mois et du fait du Titulaire après un total de trois itérations successives de la présentation en recette, il a la faculté de résilier immédiatement le présent Contrat de plein droit nonobstant les dispositions de l'article « Résiliation ».

10.4 Décisions

À l'issue de la période de V.S.R, le pouvoir adjudicateur dispose de sept jours pour notifier au Titulaire sa décision. Si les vérifications de service régulier sont positives, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations. L'admission peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée.

Si les vérifications de service régulier sont négatives, le pouvoir adjudicateur prononce soit l'ajournement des prestations, avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire de même durée, soit l'admission avec réfaction, soit le rejet des prestations.

À défaut de notification dans le délai imparti, les vérifications de services régulier sont réputées positives et l'admission des prestations est prononcée.

10.4.1 Admission

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission. La décision d'admission déclenche la durée de la garantie de 12 mois.

10.4.2 Ajournement

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations peuvent être rendues conformes aux stipulations demandées moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point, il prononce l'ajournement qui est motivé et assorti d'un délai pour parfaire les prestations.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations.

En cas de refus ou de silence du Titulaire à l'expiration du délai de quinze jours prévu à l'alinéa précédent ou à défaut d'une nouvelle présentation des prestations dans le délai imparti à cet effet par la décision d'ajournement, le pouvoir adjudicateur prononce soit la réception avec réfaction, soit le rejet des prestations.

10.4.3 Réception avec réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations, sans satisfaire entièrement aux conditions du marché, peuvent être utilisées en l'état, il notifie au Titulaire une décision motivée de les recevoir avec réfaction d'un montant déterminé.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations ; passé ce délai il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur.

10.4.4 Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations appellent des réserves telles qu'il ne lui apparaît pas possible d'en prononcer ni l'ajournement ni la réception avec réfaction, il notifie une décision motivée de rejet.

Le Titulaire dispose de 15 jours pour présenter ses observations ; passé ce délai il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur.

En cas de rejet total :

- ✓ Le service assuré par le Titulaire jusqu'à la date du rejet est rémunéré dans les conditions du marché

11 AUDIT

Il est entendu que GEODERIS pourra faire procéder à ses frais, à un audit des conditions d'exécution des prestations prévues au présent marché.

Dans le cadre de ces audits, le Titulaire s'engage à coopérer pleinement avec les auditeurs mandatés à cet effet et à leur fournir toutes les informations nécessaires.

Dans le cas où les conclusions d'audit feraient apparaître des manquements aux obligations incombant au Titulaire dans le cadre du présent marché, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y remédier dans un délai fixé par GEODERIS à compter de la date de notification du rapport d'audit au Titulaire.

Les parties conviennent qu'en tout état de cause les conclusions du rapport d'audit et/ou la mise en œuvre de la procédure d'audit n'exonère en aucune manière le Titulaire du respect de ses obligations contractuelles.

Les parties conviennent que l'impact de l'audit sur la charge du Titulaire ne pourra pas être supérieur à 5 jours homme.

12 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

12.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement est organisée entre GEODERIS et le Titulaire, dans les 10 jours calendaires à compter de la notification du marché.

12.2 Responsable du suivi du marché

Le responsable du suivi de l'accord-cadre du Titulaire est le chef de projet désigné dans l'offre. Le Titulaire s'engage à maintenir dans la mesure du possible le chef de projet sur la période de référence du marché.

12.3 Clause environnementale

Le Titulaire s'engage à apporter une attention particulière au respect des dispositions environnementales présentées dans le Cadre de réponse technique et notamment les principes suivants :

- Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FCS, PEFC ou équivalent) ;
- Encouragement des bonnes pratiques environnementales dans l'exécution du marché avec tous les partenaires de services et les communautés locales ;
- Réalise le tri et le recyclage des matériels informatiques et/ou produits créés au cours de l'exécution du marché ;
- Le titulaire doit s'attacher à favoriser dans la mesure du possible la limitation des émissions de gaz à effet de serre (transports, approvisionnements, titulaires et consommation d'énergie) ;
- Le titulaire doit s'engager à proposer des outils et des moyens durables, à porter une attention particulière à l'obsolescence et à la durabilité des logiciels et matériels utilisés.

12.4 Considérations Sociales

Le TITULAIRE veille à promouvoir le progrès social et à lutter contre les exclusions via :

- L'insertion par l'activité économique des publics éloignés de l'emploi incluant le recours aux marchés réservés et la passation de marchés dimensionnés aux capacités financières, techniques et organisationnelles des acteurs inclusifs ;
- L'insertion par l'emploi des publics sous-main de justice ;
- La formation sous statut scolaire de jeunes en situation de décrochage scolaire ;
- La promotion de l'égalité femmes hommes ;
- La promotion des produits issus du commerce équitable ;
- Les achats « éthiques » conformes au devoir de vigilance des entreprises et à la traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement des marchés.

13 DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

GEODERIS restera propriétaire de l'ensemble des produits de sortie, y compris en matière de propriété intellectuelle, mais pas des méthodes mises en œuvre pour leur élaboration. Ceci comprend :

- Les données métiers stockés sur le site web ;
- Le code source de l'application et des outils, ainsi que les commentaires et informations permettant leur interprétation et leur utilisation ;
- L'ensemble des livrables remis lors des prestations ;
- Les commentaires et informations transmises via l'outil de ticketing permettant la bonne compréhension des actes de maintenance corrective.

À ce titre, le TITULAIRE cède à GEODERIS, à titre exclusif, l'intégralité des droits de toute nature, afférents aux travaux et données, lui permettant de les exploiter librement en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tous les moyens, sous toutes les formes et sur tous les supports. Cette cession vaut pour le monde entier.

13.1 Garantie de fonctionnement

À compter de l'admission des prestations (fin de la VSR) les prestations sont garanties pendant une durée de 12 mois.

Le Titulaire déclare qu'il est à même de prendre la responsabilité de l'ensemble des prestations, telles que définies dans le présent marché, en garantissant à GEODERIS une maîtrise de ses coûts et des niveaux de services dans le cadre d'une obligation de résultat et d'une maîtrise d'œuvre.

Les objectifs du marché sont décrits au CCTP.

Le Titulaire déclare qu'il est un professionnel du domaine intervenant régulièrement et de manière significative, auprès de nombreuses organisations dont les besoins et les exigences sont similaires à celles de GEODERIS. Le Titulaire informe, dès qu'il en a connaissance, GEODERIS de toute situation altérant l'un de ces critères et prend toute action alternative ou d'urgence nécessaire en conséquence.

13.2 Maintien en condition de sécurité

13.2.1 Traitement des obsolescences :

Conformément à l'article 40.1 du CCAG-TIC, le Titulaire doit n'utiliser que des composants logiciels que l'éditeur s'engage à maintenir pendant la durée du marché. Si la durée du marché dépasse la durée pendant laquelle un éditeur s'engage à maintenir un composant logiciel, le Titulaire maintient, livre et respecte une feuille de route de migration vers des systèmes maintenus.

13.2.2 Correctifs de sécurité

Par dérogation à l'article 40.2 du CCAG-TIC, une vérification d'aptitude ou une vérification de service régulier (VA et VSR) peut être refusée si des composants ne sont pas à jours des correctifs de failles de sécurité publiés depuis un délai supérieur à 30 jours. GEODERIS définit les fréquences des livraisons en coordination avec les équipes d'exploitation, en fonction des différentes criticités des vulnérabilités concernées.

Le Titulaire s'assure que l'application des correctifs de sécurité ne modifie pas les performances du système, en modifiant si besoin et à ses frais le système pour maintenir le niveau de performance malgré l'application du correctif.

13.2.3 Réversibilité et transférabilité

Le Titulaire arrivant à échéance met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des données et des applications qui lui sont confiées, lors du transfert des prestations, en conformité avec les réglementations applicables.

Dans la mesure du besoin, et sous réserve que cet accès n'affecte pas sa propre aptitude à fournir les services objet du marché, il fournit au nouveau Titulaire un accès aux matériels et aux logiciels.

Durant la phase de transfert, l'assurance de la sécurité réside notamment dans :

- La gestion des accès, habilitations ;
- Le transfert de responsabilités ;
- La fourniture d'informations nécessitant des mesures de protection adaptées ;
- La gestion de la continuité de l'activité.

13.2.4 Destruction des données

Au terme du marché ou en cas de résiliation, le Titulaire restitue sans délai à GEODERIS une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le Titulaire s'engage à détruire, dans un délai de 15 jours, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données seront constatées par un procès-verbal daté et signé par le Titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur (instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, instruction interministérielle N°901 relative aux mesures de protection des systèmes d'information traitant d'informations sensibles non-classifiées de défense de niveau Diffusion Restreinte (DR).

14 UTILISATION DES RESULTATS

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le Titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

Le Titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toutes natures afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement.

Les résultats et connaissances brevetables ou non issues de la prestation tels que modèles, spécifications, rapports intermédiaires et finaux, les développements réalisés, les méthodes de calcul, les codes source, ou données qui découlent de la prestation ainsi que plus généralement tous documents émis dans le cadre du présent marché (désignés sous le terme résultats) appartiennent à GEODERIS. A cet effet, le *Titulaire* cède à titre exclusif à GEODERIS l'intégralité des droits de propriété afférant aux résultats permettant à GEODERIS de les exploiter librement y compris à des fins commerciales.

Pour les logiciels, les codes source et la documentation nécessaires à la mise en œuvre des droits sur les logiciels livrés sont remis sur support exploitable en même temps que le code objet. Le Titulaire s'engage à garder confidentiels les codes source.

En cas de cessation du présent marché pour quelque cause que ce soit, GEODERIS demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats.

15 CONFIDENTIALITE

15.1 Confidentialité des informations :

Par dérogation à l'article 5 du CCAG-TIC, une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peut l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Toutefois, n'est pas considérée confidentielle toute information :

- Qui était dans le domaine public au moment de sa divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendue publique pendant l'exécution du marché ;
- Signalée comme présentant un caractère non confidentiel et relative aux prestations du marché ;
- Qui a été communiquée au titulaire du marché par un tiers ayant légalement le droit de diffuser cette information, comme le prouvent des documents existant antérieurement à sa divulgation par l'acheteur.

Le Titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal) pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents. Il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord écrit de GEODERIS.

Le Titulaire doit respecter toutes les dispositions issues de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et notamment ses articles 34 et 35.

À ce titre, le Titulaire doit tout particulièrement veiller à :

- Ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- Ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, ainsi que le personnel chargé par le Titulaire d'exécuter les prestations ;
- Prendre toutes mesures de sécurité matérielle permettant de conserver les fichiers informatiques utilisés dans le cadre du présent accord-cadre et d'éviter toute dégradation et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- Ne conserver aucune copie des produits réalisés, des documents, des fichiers informatiques ou qui lui ont été confié à l'issue de l'accord-cadre et produire l'attestation de la destruction de ces données, dûment signée par une personne habilitée.

Il doit également faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants. Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article, afin d'assurer notamment la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité conformément à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

GEODERIS se réserve le droit de procéder à toutes vérifications qui lui paraîtraient utiles pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le Titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, il se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au Titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

15.2 Règlementations spécifiques

Les règlementations spécifiques suivantes s'appliquent au présent marché :

15.2.1 Données à caractère personnel :

- Règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) dit RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le non-respect des obligations décrites au présent article peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire. La responsabilité de celui-ci peut également être engagée sur le fondement des articles 226-17 du code pénal.

Ces obligations demeurent valables y compris après la fin du présent accord-cadre.

16 PENALITES

16.1 Retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, en cas de retard dans l'exécution des prestations objet du marché, le Titulaire encourt sans mise en demeure préalable et dès le lendemain du jour où les délais contractuels d'exécution des prestations prévus au marché ou de remise des livrables sont expirés, une pénalité de retard calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 50$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

Les pénalités précitées seront dues quel que soit leur montant global constaté sur la durée du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

16.2 Retard dans l'exécution du plan de réversibilité

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC,

- La non-présentation bisannuelle du plan de réversibilité entraîne sans mise en demeure préalable l'application d'une pénalité de 1500 euros/HT par cas constaté ;
- La non remise d'un livrable du plan de réversibilité dans les délais prévus à l'article 19.4 du CCAP induira une pénalité égale à 5% du montant hors taxe de la phase de réversibilité, par livrable. Cette pénalité sera augmentée de 1% de ce même montant par livrable et par jour de retard à compter de l'échéance contractuelle de remise du livrable. Cette pénalité n'est pas limitée dans le temps ;
- La réception partielle d'un livrable induira une pénalité égale à 1% du montant hors taxe de la phase de réversibilité, par livrable. À la suite d'une réception partielle, la nouvelle version du livrable et l'échéance associée seront ajoutées au plan de réversibilité, et seront considérées comme si elles faisaient partie intégrante du plan de réversibilité initial.

Les différentes pénalités peuvent se cumuler.

16.3 Pénalités pour indisponibilité

Par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG-TIC, le défaut de qualité de service décelé par le système de mesure de résultat peut entraîner l'application de pénalités, lorsque les niveaux de service mentionnés au cahier des charges ne sont pas respectés

Les pénalités seront calculées sur la base des manquements constatés. Le montant trimestriellement des pénalités applicables correspond au nombre de manquements constatés du trimestre écoulé x 2,5% du montant HT de la maintenance corrective du trimestre.

16.4 Seuil d'exonération

Le seuil d'exonération des pénalités est fixé à 200€ net de taxes

17 REVERSIBILITE

La rédaction d'un plan de réversibilité est cruciale pour assurer une transition fluide entre fournisseurs de services, minimiser les interruptions et garantir la continuité des opérations essentielles. Ce processus implique la définition claire de la structure du plan et la gestion efficace de celui-ci.

17.1.1 Plan de Réversibilité

Le Titulaire s'engage à rédiger **dans le mois suivant la fin de la phase d'Initialisation**, une première version du plan de réversibilité, il y décrira a minima le périmètre de responsabilités entre l'ancien et le nouveau prestataire, au fur et à mesure de l'avancement du marché, il s'enrichira d'une documentation détaillée sur les systèmes, les données et les processus pour en faciliter le transfert de connaissances et d'actifs.

Le plan précise les prestations d'accompagnement qu'offrira le prestataire sortant, notamment en termes de formation des repreneurs et de gestion de la transition. La durée de la phase de transition est explicitement mentionnée dans le plan pour s'assurer que toutes les actions se déroulent dans les délais impartis. Le plan inclut des garanties de continuité des services.

17.1.2 Le contenu du plan de réversibilité

Le plan de réversibilité présente a minima :

- L'organisation et la mise en place par le Titulaire d'une assistance technique à la réversibilité vers GEODERIS et/ou toute personne désignée par cette dernière. Ceci doit permettre la résolution rapide et efficiente des anomalies constatées ;
- le transfert de compétences vers les équipes de la personne publique ou toute personne désignée par GEODERIS, permettant la poursuite de l'activité de maintenance avec le même niveau de qualité. Cette prestation comprend l'organisation et la mise en place de sessions de transfert de compétences définies dans l'offre du Titulaire portant sur l'ensemble de l'architecture technique, les logiciels, les développements réalisés, et les procédures mises en place.

Cette prestation est demandée par la personne publique au cours du marché, qu'elle intervienne à son terme normal ou de manière anticipée (par la résiliation ou la non-reconduction notamment).

Phasage

La réversibilité de la maintenance se déroule en quatre phases successives, la validation d'une phase par GEODERIS déclenchant la suivante :

- ☐ une phase d'initialisation de la réversibilité ;
- ☐ une phase de formation et de transfert de connaissances ;
- ☐ une phase de maintenance sous contrôle ;
- ☐ une phase de support.

La réception des prestations ne peut commencer qu'au terme de la phase de maintenance sous contrôle et après transmission à GEODERIS des livrables correspondants. Dès lors, la vérification est effectuée conformément aux dispositions du CCAP.

18 REGLEMENT DES LITIGES

Pour le règlement amiable des différends et litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du marché, il peut être fait appel à :

18.1 L'organe chargé des procédures de médiation

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends suspend le cours des différentes prescriptions, quelle que soit la nature du contrat.

La saisine du médiateur des entreprises suspend le cours des différentes prescriptions dans les conditions prévues par l'article L. 213-6 du code de justice administrative ou, pour les marchés de droit privé, dans les conditions prévues par le code civil.

L'organe chargé des procédures de médiation est le :

Comité consultatif de règlement amiable des litiges (CCRA)
Préfecture de Meurthe-et-Moselle
1 Rue du Préfet Claude Erignac
54038 Nancy Cedex
Tél : 03.83.34.25.65

Les parties peuvent également recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur sur la responsabilité des parties au contrat pour le même objet.

18.2 L'instance chargée des procédures de recours

Le présent marché est soumis au droit français. En cas de recours contentieux, le litige éventuel sera soumis au tribunal administratif compétent. L'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal administratif Strasbourg
31, avenue de la Paix BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex

19 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE ET DU MARCHE SUBSEQUENT

19.1 Résiliation du marché

19.1.1 Résiliation pour manquement

En cas de manquement du Titulaire aux obligations des présentes, non réparé dans un délai de trente (30) jours à compter de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant le manquement en cause, GEODERIS pourra faire valoir la résiliation du contrat, sous réserve de tous dommages et intérêts auxquels il pourrait prétendre en vertu des présentes.

19.1.2 Irrégularité de la situation administrative du Titulaire

GEODERIS pourra prononcer la résiliation de l'accord-cadre et des marchés subséquents :

- en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D8222-7 et 8222-8 du Code du travail ;
- en cas de défaut de production des attestations d'assurance ou en cas de renseignements inexacts ;

- de sous-traitance occulte.

La résiliation sera alors prononcée aux torts du Titulaire, après mise en demeure préalable restée infructueuse plus de huit jours et sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité de quelle que nature que ce soit.

19.1.3 Redressement, liquidation judiciaire,

L'accord-cadre est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du Titulaire, l'accord-cadre est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement.

Toute résiliation aux torts du Titulaire :

- Est prononcée sans indemnité pour le Titulaire et ne nécessite pas de faire une nouvelle fourniture ;
- Peut faire l'objet à l'encontre du Titulaire de pénalité et de dommages et intérêts à verser à GEODERIS ;
- Ne fera pas l'objet d'une exécution aux torts et aux risques du Titulaire.

19.1.4 Effet de la résiliation de l'accord-cadre

En cas de résiliation de l'accord-cadre, GEODERIS aura la faculté de résilier tout ou partie des marchés subséquents à tout moment, par simple notification par lettre recommandée A.R., moyennant le respect d'un préavis d'un mois, sans indemnités de quelle que nature que ce soit.

19.2 Réversibilité globale du marché

En cas de résiliation, il est fait application du processus de réversibilité globale de l'accord-cadre.

Les frais de réversibilité globale sont à la charge du Titulaire si la résiliation est prononcée pour faute du Titulaire.

20 UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, l'ensemble des livrables demandés au titre du marché doit être rédigé en français.

Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourrait avoir lieu entre GEODERIS et le Titulaire durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

21 ASSURANCES

Le Titulaire s'engage à garantir GEODERIS pour tous les dommages causés aux biens et aux personnes pouvant résulter de l'intervention de ses collaborateurs pour la réalisation des prestations, quelle que soit la nature des sinistres causés.

Les polices souscrites tiennent compte notamment des préjudices liés à la divulgation d'informations confidentielles.

Le Titulaire s'engage à s'assurer, pour l'ensemble de ces dommages, auprès d'une compagnie d'assurance agréée et à fournir sa ou ses polices d'assurance sur demande de GEODERIS. En cas de sinistre, le Titulaire prend à sa charge le montant des franchises éventuelles prévues dans les polices souscrites.

22 RESPONSABILITE

Le Titulaire s'engage à ce que les éléments livrés soient conformes au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Toutes les vérifications ou contrôles qui pourraient être effectués par GEODERIS n'exonèrent en rien la responsabilité du Titulaire au titre de ses obligations.

Toutes les prestations effectuées par le Titulaire le seront avec son personnel, son matériel ou le matériel mis à sa disposition qui est et restera sous sa seule et entière responsabilité.

Le Titulaire est responsable des dommages causés à l'occasion de l'exécution des obligations résultant du présent marché.

Le Titulaire garantit GEODERIS contre tous recours, contraventions, amendes qui pourraient s'exercer contre eux du fait de la non-observation par le Titulaire du droit des tiers ainsi que de la réglementation applicable au Titulaire notamment en matière d'hygiène et sécurité.

Le Titulaire garantit qu'il dispose de tous les droits sur les matériels nécessaires à la bonne exécution du marché.

Il est précisé que tous règlements amiables et transactions effectués par le Titulaire ou ses assureurs, sans l'accord de GEODERIS, sont inopposables à ce dernier.

Le Titulaire assurera, toutes les conséquences de la responsabilité civile qu'il encourt en application du droit commun vis-à-vis de GEODERIS en raison de tous dommages corporels et/ou matériels et/ou immatériels causés aux tiers par son propre personnel ou par tout bien meuble ou immeuble dont il aurait le contrôle, la direction ou la garde ou pour la part des obligations lui incombant.

Pour les prestations réalisées sur site, le Titulaire garantit GEODERIS contre tous recours et actions exercées contre ce dernier de ce chef, et ce aussi longtemps que la responsabilité de GEODERIS et ses entreprises hébergées pourra être recherchée.

Le Titulaire s'engage également à assister GEODERIS, à leur demande, dans tous les litiges qui pourraient l'opposer à un tiers du fait du présent marché.

La responsabilité du Titulaire est limitée aux dommages directs.

23 CESSIION DU MARCHE

Le Titulaire doit informer GEODERIS de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront réclamés par GEODERIS concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

GEODERIS peut s'opposer à cette cession, sauf lorsqu'il est fait application de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, ou dans les cas de fusion, notamment lorsque l'activité du Titulaire est cédée à la seule condition que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties au regard de GEODERIS et que le cessionnaire accepte les conditions du marché.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par GEODERIS, un avenant constatant le transfert au nouveau Titulaire sera rédigé.

En cas de cession du présent accord-cadre, le Titulaire devra remettre à GEODERIS, dès la prise d'effet de la cession de l'accord-cadre et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession concernant les travaux effectués pour son exécution.

Suite à une décision légale et réglementaire, GEODERIS peut être obligé à transférer tout ou une partie de l'accord-cadre.

24 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

GEODERIS informe le Titulaire que si, durant l'accord-cadre, son entreprise est en difficulté sur le plan judiciaire, elle doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser

à GEODERIS dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite des activités du Titulaire.

25 DEROGATIONS

L'article 5.1 « Documents contractuels de l'accord cadre » déroge à l'article 4.1 « Ordre de priorité » du CCAG-TIC.

L'article 5.4 « Pièces à remettre au Titulaire » déroge à l'article 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-TIC.

L'article 8.3 « VSR » déroge à l'article 32.4 du CCAG-TIC.

L'article 11.2.5 « correctifs de sécurité » déroge à l'article 40.2 du CCAG-TIC.

L'article 16 « Confidentialité » déroge à l'article 5 du CCAG-TIC.

L'article 19 « Pénalités » déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.